Anno 1871

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia EREDI BOTTA, via del Castellaccio. Nelle Provincie del Regno con vaglia postale affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.

Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

Num. 91

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea. — Le altre inserzioni centesimi 30 per linea o spazio di linea.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

UN NUMERO SEPARATO CENT. 20
ARRETRATO CENTESIMI 40

		Anno		Sem.	Trim.
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L.	42	22	12
Roma e per le Provincie del Regno		»	46	24	13
Svizzera		»	58	31	17

Firenze, Sabato 1° Aprile

		Anno		Sem.	Trim.
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L.	82	48	27
Inghil., Belgio, Austria, Germ.		»	112	60	35
Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento		»	82	44	24

I signori, ai quali è scaduta l'associazione col giorno 31 marzo 1871 e che intendono rinnovarla, sono pregati a farlo sollecitamente, a scanso di ritardo od interruzione nella spedizione del giornale.

PARTE UFFICIALE

Il N. 142 (Serie seconda) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato,

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intera esecuzione alla Convenzione postale e alla Convenzione per lo scambio dei vaglia postali tra l'Italia ed il Belgio, firmate a Firenze il 2 luglio 1870 e le cui ratifiche furono ivi scambiate il 12 marzo 1871.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Firenze addì 19 marzo 1871.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione postale essendo stata conchiusa tra l'Italia ed il Belgio, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritta in Firenze il due luglio mille ottocento settanta,

Convenzione del tenore seguente:

CONVENTION *de poste entre l'Italie et la Belgique.*

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi des Belges, également animés du désir d'améliorer et de régler sur une base plus libérale le service des correspondances entre leurs Etats respectifs au moyen d'une nouvelle Convention, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, le sieur Joseph avocat Gadda, commandeur de l'ordre des Sts Maurice et Lazare, grand officier de l'ordre de la Courone d'Italie, sénateur du Royaume, Ministre des travaux publics;

Sa Majesté le Roi des Belges, le sieur Henri Solvyns, commandeur de son ordre de Léopold, grand'croix de l'ordre des Sts Maurice et Lazare, et de l'ordre du Christ de Portugal, décoré de l'ordre du Médjidié de deuxième classe, grand commandeur de l'ordre du Sauveur, commandeur de l'ordre de Danebrog, décoré de l'ordre du Nichan Iftihar de cinquième classe, chevalier de l'ordre du mérite de Saxe, chevalier de troisième classe de l'ordre de l'Aigle Rouge, etc. etc., Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de Sa Majesté le Roi d'Italie.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er Il y aura entre l'administration des postes du Royaume d'Italie et l'administration des postes du Royaume de Belgique un échange périodique et régulier de lettres, d'échantillons de marchandises, de journaux et d'imprimés de toute nature, originaires des Etats respectifs ou provenant des pays auxquels les administrations des postes des deux Parties contractantes servent ou pourraient servir d'intermédiaires.

Cet échange sera opéré au moyen des dépêches closes que les deux administrations s'expédieront, au moins une fois par jour, soit par l'entremise des postes d'Allemagne et de Suisse, soit par l'entremise des postes d'Allemagne et d'Autriche, en vertu des conventions conclues ou à conclure par l'Italie et la Belgique, avec les gouvernements des Etats intermédiaires.

A moins qu'une indication contraire ne soit énoncée par l'envoyeur à la souscription, les correspondances de toute nature adressées d'Italie en Belgique, ou de Belgique en Italie, seront invariablement comprises dans les dites dépêches closes.

Art. 2. Les frais de transit à travers les pays intermédiaires, des dépêches closes échangées entre l'Italie et la Belgique, seront supportés en parts égales par l'administration des postes italiennes et l'administration des postes belges.

Il est convenu que ces frais seront acquittés par celle des deux administrations qui aura obtenu des pays intermédiaires les conditions les plus avantageuses et que la moitié lui en sera remboursée par l'autre administration.

Art. 3. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires, c'est-à-dire non recommandées, soit de l'Italie en Belgique, soit de la Belgique en Italie, pourront à leur choix payer d'avance le port des dites lettres jusqu'à destination, ou bien laisser ce port à la charge des destinataires.

Art. 4. La taxe à percevoir pour les lettres ordinaires expédiées d'Italie en Belgique ou de Belgique en Italie est fixée, jusqu'au poids maximum de quinze grammes, à quarante centimes en cas d'affranchissement et à soixante centimes en cas de non affranchissement.

Toute lettre pesant plus de quinze grammes payera, pour l'excédant de poids, un port en plus par quinze grammes ou fraction de quinze grammes.

Les deux administrations auront la faculté de réduire, de commun accord, à 30 centimes en cas d'affranchissement et à 50 centimes en cas de non affranchissement, le taux des taxes mentionnées au présent article, lorsque les conditions de transit obtenues des administrations des pays intermédiaires permettront de réaliser cette mesure.

Art. 5. Lorsque les timbres-poste apposés sur une lettre de l'Italie pour la Belgique ou de la Belgique pour l'Italie représenteront une somme inférieure à la somme due pour son affranchissement jusqu'à destination, cette lettre sera considérée comme non affranchie et taxée en conséquence, sauf déduction de la valeur des timbres-poste appliqués.

Toutefois lorsque la taxe complémentaire à appliquer en vertu de la présente disposition présentera une fraction de décime, cette fraction sera forcée jusqu'au décime entier.

Art. 6. La taxe des journaux, des imprimés de toute nature et des échantillons de marchandises expédiés de l'Italie pour la Belgique ou de la Belgique pour l'Italie est fixé à 8 centimes par poids de 40 grammes ou fraction de ce poids pour chaque paquet portant une adresse particulière.

Sous la désignation d'imprimés sont compris: les ouvrages périodiques en forme de brochure, les livres brochés ou reliés, les catalogues, prospectus, annonces et avis divers, les épreuves d'imprimerie corrigées et accompagnées du manuscrit s'y rapportant, les papiers de musique, les gravures, les cartes et tous les objets similaires imprimés, gravés, lithographiés, autographiés ou photographiés.

Provisoirement et jusqu'à ce que les arrangements avec l'office des postes de France aient permis aux administr tions des postes d'Italie et de Belgique d'en disposer autrement, les épreuves d'imprimerie corrigées et les manuscrits y annexés, expédiés en dépêches closes par la voie de France, ne bénéficieront pas de la modération de port consacrée par le présent article, et seront considérés comme lettres.

Art. 7. Pour être admis à la modération de port stipulée à l'article 6 précédent, les journaux et les imprimés devront être affranchis jusqu'à destination, être placés sous des bandes mobiles, et sauf l'exception admise en faveur des épreuves d'imprimerie et des manuscrits annexés, ils ne pourront porter d'autre écriture, chiffre ou signe quelconque à la main, que l'adresse du destinataire, la date de l'expédition et la signature de l'envoyeur.

Art. 8. Pour être admis à la modération de taxe qui leur est accordée par l'article 6, les échantillons de marchandises devront être affranchis, être placés sous des bandes ou enveloppes mobiles et de manière à ne laisser aucun doute sur leur nature, n'avoir aucune valeur vénale ou intrinsèque et ne porter d'autre écriture que le nom de l'expéditeur, l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand des numéros d'ordre et des prix.

Le paquets d'échantillons ne pourront en outre dépasser le poids de 300 grammes, ni avoir sur aucune de leurs faces une dimension supérieure à 25 centimètres.

Il ne sera pas donné cours aux échantillons dont le transport pourrait présenter des inconvénients ou des dangers.

Art. 9. Les objets mentionnés à l'article 6 qui ne réuniraient pas les conditions d'admission déterminées respectivement aux articles 7 et 8 ou qui n'auraient pas été affranchis jusqu'à destination, seront considérés comme lettres et taxés en conséquence.

Art. 10. Les lettres, les journaux, les imprimés et les échantillons de marchandises pourront être expédiés sous recommandation de l'Italie pour la Belgique et de la Belgique pour l'Italie, et autant que possible pour les pays auxquels les administrations des postes d'Italie et de Belgique servent ou pourront servir d'intermédiaires.

Tout objet recommandé originaire de l'Italie pour la Belgique ou de la Belgique pour l'Italie devra être complètement affranchi et supportera, indépendamment du port qui lui est applicable en raison de sa nature, un droit fixe de 30 centimes. Ce droit sera acquis entièrement à l'office envoyeur.

Art. 11. L'expéditeur d'un objet recommandé de l'Italie pour la Belgique ou de la Belgique pour l'Italie pourra demander au moment du dépôt de cet objet, qu'il lui soit donné avis de sa remise entre les mains du destinataire.

A cet effet, il paiera d'avance, pour la transmission de cet avis, un droit fixe de 20 centimes.

Ce droit de 20 centimes sera acquis entièrement à l'office du lieu d'origine.

Art. 12. Le produit des taxes à percevoir en vertu des articles 4, 5 et 6 de la présente Convention sur les lettres, les journaux, les imprimés de toute nature, les échantillons de marchandises et les objets recommandés expédiés de l'Italie pour la Belgique ou de la Belgique pour l'Italie, sera partagé par moitié entre les administrations de poste des deux pays, après déduction des frais de transit payés aux administrations des pays intermédiaires.

Art. 13. Il est entendu que chaque administration aura le droit de ne pas effectuer le transport de journaux et imprimés, à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait ou qui contreviendraient aux lois, ordonnances ou décrets qui reglent les conditions de leur publication et de leur circulation dans l'un et dans l'autre pays.

Art. 14. Il est formellement convenu que les objets de toute nature que les administrations d'Italie et de Belgique se livreront réciproquement comme affranchis jusqu'à destination conformément aux dispositions de la présente Convention, ne pourront, sous aucun prétexte ni à quelque titre que ce soit, être frappés dans le pays de destination d'une taxe ou d'un droit quelconque à la charge des destinataires.

Art. 15. Les administrations des postes d'Italie et de Belgique fixeront d'un commun accord, conformément aux Conventions existantes ou à intervenir par la suite, les conditions auxquelles pourront être échangées à découvert entre ces administrations les correspondances originaires ou à destination des pays étrangers qui emprunteraient, soit l'intermédiaire de l'Italie pour correspondre avec la Belgique, soit l'intermédiaire de la Belgique pour correspondre avec l'Italie.

Il est dans tous les cas entendu que les correspondances qui seront ainsi échangées à découvert ne supporteront que la taxe italico-belge, augmentée du port dû aux offices étrangers ou des frais de transport maritime.

Art. 16. L'administration des postes d'Italie pourra échanger au moyen de dépêches closes transitant par la Belgique, des correspondances originaires de l'Italie ou passant par l'Italie à destination des pays auxquels la Belgique pourrait servir d'intermédiaire et réciproquement de ces pays pour l'Italie, et les pays auxquels l'Italie pourrait servir d'intermédiaire.

De son côté l'administration des postes de Belgique pourra échanger au moyen de dépêches closes transitant par l'Italie des correspondances originaires de la Belgique ou passant par la Belgique à destination des pays auxquels l'Italie pourrait servir d'intermédiaire et réciproquement de ces pays pour la Belgique et les pays auxquels la Belgique pourrait servir d'intermédiaire.

L'administration pour le compte de laquelle les correspondances seront transportées en dépêches closes, paiera à l'administration qui effectuera le transport un prix de 15 centimes par 30 grammes de lettres poids net et un prix de 30 centimes par kilogramme de journaux, d'imprimés, d'échantillons de marchandises et de papiers d'affaires, aussi poids net.

Le prix de 30 centimes, fixé ci-dessus, sera porté a 50 centimes par kilogramme pour les journaux, les imprimés, les échantillons de marchandises et les papiers d'affaires qui devront traverser le Canal de la Manche.

Art 17. Il est entendu que le poids des correspondances de toute nature tombées en rebut ou renvoyées pour cause de vice d'adresse ou de direction et le poids des correspondances réexpédiées pour changement de résidence des destinataires, ainsi que celui des feuilles d'avis, avis de réceptions d'objets recommandés, avis d'émission de mandats d'articles d'argent et autres documents relatifs au services des postes, qui seront transportés dans les dépêches closes mentionnées au précédent article, ne sera pas compris dans la pesée des objets passibles des droits de transit stipulés au dit article.

Art. 18. Les administrations des postes d'Italie et de Belgique n'admettront à destination de l'un des deux pays, ni des pays qui emprunteraient leur intermédiaire aucune correspondance qui contiendrait de l'or ou de l'argent monnayé, des bijoux ou effets précieux, soit tout autre objet passible des droits de douane.

Art. 19. Les correspondances de toute nature, mal adressées ou mal dirigées, seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyées par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs, pour les prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces objets en compte à l'autre office.

Les correspondances de toute nature et de toute origine, adressées à des personnes ayant changé de résidence, seront respectivement livrées ou rendues chargées des ports qui auraient dû être payés par les destinataires s'il y a lieu. Elles ne pourront, en raison de la réexpédition dont il s'agit, être soumises à une taxe supplémentaire en faveur de l'office qui aura déjà perçu ou appliqué une taxe à son profit.

Art. 20. Les correspondances de toute nature échangées à découvert entre les administrations des postes d'Italie et de Belgique qui seront tombées en rebut pour quelque cause que ce soit, devront être renvoyées de part et d'autre à la fin de chaque mois.

Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte comme non affranchis seront rendus pour le prix pour lequel ils auront été originairement comptés par l'office envoyeur.

Ceux qui auront été affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à la frontière de l'office correspondant seront livrés sans taxe ni décompte.

Quant aux correspondances non affranchies tombées en rebut, qui auront été transportées en dépêches closes par l'une des deux administrations pour le compte de l'autre, elles seront admises en déduction pour les poids et prix pour lesquels elles auront été comprises dans les comptes des administrations respectives, sur de simples déclarations mises à l'appui des décomptes.

Art. 21. Les administrations des postes d'Italie et de Belgique dresseront mensuellement les comptes résultant de la transmission des correspondances et des dépêches closes qu'elles se livreront réciproquement en vertu de la présente Convention.

Ces comptes, après avoir été arrêtés et débattus contradictoirement, seront soldés dans les quinze jours qui suivront celui où ils auront été définitivement arrêtés, en traites sur Florence ou sur Bruxelles selon que le solde sera en faveur de l'office italien ou de l'office belge.

Les frais quelconques de ce paiement seront à la charge de l'office débiteur.

Art. 22. Les administrations des postes d'Italie et de Belgique désigneront de commun accord les bureaux de poste des deux pays entre lesquels s'opérera l'échange des correspondances respectives, ainsi que les voies par lesquelles les dépêches contenant ces correspondances seront acheminées entre les frontières des deux pays; elles régleront les relations journalières entre les dits bureaux de poste, et elles arrêteront la forme des comptes mentionnés au précédent article, ainsi que toutes autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente Convention.

Art. 23. Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes les stipulations ou dispositions antérieures concernant les relations postales entre l'Italie et la Belgique

Art. 24. La présente Convention aura force et valeur à partir du jour dont les deux parties conviendront, et elle restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux parties ait annoncé à l'autre, mais au moins six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces six derniers mois la Convention continuera à recevoir son entière exécution, sans préjudice de la liquidation et du solde ultérieur des comptes entre les deux administrations.

Art. 25. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Florence en double original le 2 du mois de juillet 1870.

Signé: GADDA. (*L. S*) — *Signé:* SOLVYNS. (*L. S.*)

Noi, avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare. In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date in Firenze addì nove del mese di marzo l'anno del Signore milleottocento settant'uno, vigesimo terzo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Ministro Segr. di Stato per gli Affari Esteri
VISCONTI VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione relativa allo scambio dei vaglia postali essendo stata conchiusa tra l'Italia ed il Belgio e dai rispettivi Plenipotenziarii sottoscritta in Firenze il due luglio dell'anno milleottocento settanta:

Convenzione del tenore seguente:

CONVENTION *pour l'échange des mandats de poste entre l'Italie et la Belgique.*

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi des Belges dans le but de faciliter l'envoi des sommes d'argent d'un Etat dans l'autre par des mandats de poste, ont résolu de régler cet échange au moyen d'une Convention et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, le sieur Joseph avocat Gadda commandeur de Son ordre des Sts Maurice et Lazare, grand-officier de l'ordre de la Couronne d'Italie, sénateur du royaume, Ministre des travaux publics;

Sa Majesté le Roi des Belges, le sieur Henri Solvyns, commandeur de Son ordre de Léopold, grand'croix de l'ordre des Sts. Maurice et Lazare et de l'ordre du Christ de Portugal, décoré de l'ordre du Médjidié de 2me classe, grand commandeur de l'ordre du Sauveur, commandeur de l'ordre de Danebrog, décoré de l'ordre du Nichan Iftihar de cinquième classe, chevalier de l'ordre du mérite de Saxe, chevalier de troisième classe de l'ordre de l'Aigle Rouge, etc., etc., Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de Sa Majesté le Roi d'Italie;

Lesquels après s'être comuniqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er Des envois de fonds pourront être faits au moyen de mandats de la poste tant de l'Italie et des bureaux italiens à l'étranger pour la Belgique, que de la Belgique pour l'Italie et les bureaux italiens à l'étranger.

Les versements et paiements auxquels donneront lieu les dits envois devront toujours être effectués en espèces métalliques.

La propriété de ces mandats sera transmissible par voie d'endossement.

Aucun mandat ne pourra excéder la somme de deux cents francs.

Art. 2. La taxe à percevoir sur les sommes d'argent expédiées au moyen de mandats de poste tant de l'Italie pour la Belgique que de la Belgique pour l'Italie est fixée à dix centimes par dix francs ou fraction de dix francs, et elle devra être payée d'avance par l'expéditeur.

Cette taxe sera répartie par moitié entre l'administration qui aura délivré les mandats et celle qui les aura payés.

Art. 3. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes que les mandats délivrés par les bureaux de poste belges ou italiens en exécution de l'article 1er et les acquits donnés sur ces mandats ne pourront sous aucun prétexte et à quelque titre que ce soit, être soumis à un droit ou à une taxe quelconque en plus de la taxe fixée par l'article 2.

Art. 4. Les sommes encaissés par chacune des deux administrations en échange de mandats d'articles d'argent, dont le montant n'aura pas été réclamé par les ayant-droit dans un délai de cinq années à partir du jour du versement des fonds, seront définitivement acquises à l'administration qui aura délivré ces mandats.

Art. 5. L'administration des postes d'Italie et l'administration des postes de Belgique dresseront aux époques qui seront fixées par elles, d'un commun accord, des compts sur lesquels seront récapitulées toutes les sommes payées par leurs bureaux respectifs, ainsi que les taxes perçues sur les dites sommes: et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, seront soldés par l'administration qui sera reconnue redevable envers l'autre, dans le délai dont les deux administrations conviendront.

Art. 6. L'administration des postes d'Italie et l'administration des postes de Belgique désigneront d'un commun accord les bureaux qui devront délivrer et payer les mandats à émettre en vertu des articles précédents; elles régleront la forme des mandats susmentionnés et celle des comptes désignés à l'article 5 ainsi que toute autre mesure de détail ou d'ordre nécessaire pour assurer l'exécution des stipulations de la présente Convention.

Il est entendu que les mesures susdites pourront être modifiées par les deux administrations toutes les fois que d'un commun accord ces deux administrations en reconnaîtront la nécessité.

Art. 7. Les deux administrations sont autorisées à supprimer temporairement de commun accord l'échange des mandats d'articles d'argent entre les deux pays, dans le cas où le cours du change ou quelqu'autre circonstance pourrait donner lieu à des abus au détriment du revenu postal.

Art. 8. La présente Convention sera mise à exécution à partir du jour dont les deux Parties contractantes conviendront, et elle demeurera obligatoire d'année en année jusqu'à ce que l'une des deux Parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Pendant ces derniers six mois la Convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration du dit terme.

Art. 9. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Florence le 2 du mois de juillet 1870.

Signé: GADDA (*L. S.*) — *Signé:* SOLVYNS (*L. S*)

Noi avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date in Firenze, addì nove del mese di marzo l'anno del Signore milleottocento settant'uno, vigesimoterzo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Ministro Segr. di Stato per gli Affari Esteri
VISCONTI-VENOSTA.

Il N. 114 (Serie seconda) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la deliberazione del Consiglio comunale di Rieti, in data 9 settembre 1870, concernente la tariffa daziaria;

Visto l'articolo 11 dell'Allegato *L* alla legge 11 agosto 1870, numero 5784;

Veduto il parere della Camera di commercio ed arti in Foligno;

Sentito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro delle Finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Il comune di Rieti è autorizzato ad esigere il dazio di consumo, all'introduzione entro la cinta daziaria, sulla carta da parati e da tappezzeria, in ragione di lire dieci al quintale.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del

Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze addì 9 marzo 1871.

VITTORIO EMANUELE.

QUINTINO SELLA.

Il Num. 117 (Serie seconda) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA.

Visto il Regio decreto 11 agosto 1866, numero 3173, che organizza l'amministrazione del Banco di Napoli;

Visti [i Regi] decreti 11 agosto 1866, numero 3174, 29 novembre 1868, numero 4726, 24 febbraio 1870, n. 5540, relativi alle istituzioni delle varie sedi e succursali del Banco di Napoli;

Vista la Convenzione per la cessazione del privilegio della Banca Romana, approvata con Regio decreto del 2 dicembre 1870, numero 6064;

Vista la Convenzione 6 marzo 1861 intervenuta tra la Banca Romana ed il Banco di Napoli, ed approvata dai Ministeri delle Finanze, e dell'Agricoltura, Industria e Commercio, colla quale il Banco si è obbligato a corrispondere lire 500,000 alla Banca Romana;

Vista la deliberazione del Consiglio generale del Banco di Napoli, in data 19 ottobre 1870, relativa alla istituzione in Roma di uno stabilimento figliale del Banco;

Sulla proposta dei Ministri d'Agricoltura, Industria e Commercio, e di quello delle Finanze,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. È data la facoltà al Banco di Napoli di fondare una succursale a Roma con obbligo di trasformarla in una sede nei primi tre anni dalla data del presente decreto, e alla condizione di adempiere ai patti stipulati nella Convenzione 6 marzo 1871.

Art. 2. Nulla è innovato ai privilegi di cui gode il Banco suddetto nelle provincie napolitane, i quali continuano ad essere regolati dalle leggi e dagli altri ordini vigenti.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze addì 12 marzo 1871.

VITTORIO EMANUELE.

CASTAGNOLA.

QUINTINO SELLA.

Il Num. 145 (Serie seconda) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA.

Veduti gli articoli 63, 64, 65, e 66 della legge per le elezioni politiche 17 dicembre 1860, numero 4513, e la tabella annessavi della circoscrizione territoriale dei collegi elettorali;

Vedute le istanze dei comuni di Alanno e di Cugnoli ond'essere costituiti sezione del collegio elettorale di Penne n. 12, separatamente da quelle del collegio stesso dette di Torre de' Passeri e di Cutignano cui furono sino ad ora uniti;

Considerando che per la distanza e difficoltà delle strade che intercedono tra detti due comuni e le sedi delle attuali loro sezioni, riesce malagevole sempre, e talora impossibile a quegli elettori di esercitare il loro diritto;

Noverandosi nei comuni stessi più di 40 elettori iscritti;

Udito il Consiglio de' Ministri;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. I comuni di Alanno e di Cugnoli costituiranno d'ora in poi una sezione elettorale del collegio di Penne, con sede nel capoluogo del comune di Alanno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato in Firenze addì 26 marzo 1871.

VITTORIO EMANUELE.

G. LANZA.

Il Num. 144 (Serie seconda) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

IL MINISTRO DELLE FINANZE

Visto il Reale decreto 27 novembre 1870, n. 6058, col quale si pubblicarono nella provincia di Roma le leggi e decreti relativi alle tasse sugli affari fra le quali è pure compresa la legge e regolamento per la tassa di bollo sulle carte da giuoco;

Visto l'articolo 1° del regolamento per l'esecuzione della legge medesima, con cui è fatta facoltà al Ministro delle Finanze di stabilire con suo decreto gli uffizi incaricati dell'apposizione del bollo sulle carte da giuoco;

Visto il Reale decreto 12 febbraio 1871, n. 66 (Serie seconda), che approva la circoscrizione degli uffizi demaniali nella provincia di Roma,

Determina quanto segue:

Articolo unico. Nella provincia di Roma la riscossione della tassa sulle carte da giuoco e l'apposizione del relativo bollo saranno eseguite dall'uffizio del bollo straordinario in Roma e dagli uffizi del registro in Civitavecchia, Frosinone, Velletri e Viterbo.

Il presente decreto, da avere effetto col 1° aprile 1871, sarà pubblicato nel Giornale Ufficiale del Regno ed inserito nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia.

Dato a Firenze addì 17 marzo 1871.

VITTORIO EMANUELE.

QUINTINO SELLA.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO

Buoni del Tesoro.

Avviso. — Per effetto del Reale decreto 30 marzo 1871, a cominciare dal 1° aprile prossimo, viene ridotto dell'uno per cento l'interesse dei Buoni del Tesoro stato fissato col Reale decreto del 22 luglio 1870, n. 5758.

Rimane ferma la disposizione 22 febbraio ultimo decorso, che fu pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del 23 stesso mese, per la quale è sospesa la emissione dei Buoni del Tesoro con scadenze inferiori a sei mesi.

Di conseguenza l'interesse dei Buoni del Tesoro a cominciare dal 1° aprile 1871 è stabilito come segue:

4 0/0 per i Buoni con scadenza a 6 mesi
5 0/0 » » da 7 a 9 mesi
6 0/0 » » da 10* a 12 mesi

Firenze, 31 marzo 1871.

* La cifra 10 nella pubblicazione di ieri non fu chiaramente riprodotta dal torchio.

MINISTERO DELLE FINANZE.

CIRCOLARE *ai signori prefetti ed intendenti di finanza del Regno sul debito arretrato dei comuni per dazio di consumo a tutto il* 1870.

Firenze, 29 marzo 1871.

In esecuzione della legge 27 marzo anno corrente, n. 131, sul debito arretrato dei comuni per dazio di consumo a tutto il 1870 si danno le seguenti disposizioni:

I.

Debbono innanzi tutto le intendenze stabilire il debito arretrato dei comuni per dazio di consumo quale era il 31 dicembre 1870, non compreso quello prorogato per legge e dipendente da dilazioni accordate ad alcuni di essi avanti il 1870 (col. 1, quadro *A*).

Da tale debito debbonsi per ciascun comune fare le seguenti deduzioni:

1. I compensi che gli furono accordati pel triennio 1871-73 dall'art. 15 dell'Allegato *O* alla legge dell'11 agosto 1870, n. 5784, collo sconto scalare del 6 per cento; il quale sconto ha per effetto di diminuire pel triennio di lire 315 la somma di tre annuità di lire 1000 ciascuna, ossia ridurre quella somma a lire 2685, giusta il telegramma del 20 febbraio p. p. (col. 2, quadro *A*);

2. Tutti i pagamenti da esso eseguiti per canone d'abbuonamento daziario dal 1° gennaio a tutto il 25 marzo 1871, giusta il telegramma 24 corrente, imputando ben inteso a sconto di tale arretrato anche i pagamenti che in questo frattempo i comuni avessero dichiarato di fare a conto del 1871 (col. 3, quadro *A*).

Da questi pagamenti converrà però dedurre gl'interessi al 6 per cento relativi al periodo decorso dal 1° gennaio 1871 al giorno in cui il pagamento venne fatto, come risulta dalle colonne 4, 5 e 6 del quadro *A*.

II.

Stabilita per tal modo alla colonna 7 del quadro *A* la somma delle deduzioni da farsi, si avrà alla colonna 8 di detto quadro il residuo debito capitale rappresentante il debito di ogni comune al 26 marzo 1871, non tenendo conto degl'interessi dal 1° gennaio 1871 in avanti che si comprenderanno nelle delegazioni di cui si dirà in appresso.

III.

La somma registrata alla colonna 8 del quadro *A* rappresenta il capitale per il quale il Governo è autorizzato ad accettare delegazioni dei comuni debitori sugli agenti incaricati di riscuotere per loro conto le sovrimposte comunali alle imposte dei terreni e dei fabbricati ai termini dell'articolo 3 della nuova legge e verrà riportata alla colonna 1° del quadro *B*.

Nella colonna 2° s'inscrive l'ammontare della imposta principale annua che gravita sopra ciascuno dei comuni debitori tanto pei terreni che pei fabbricati; indi si fa il rapporto fra il debito residuo e l'imposta stessa dividendo il numero che è alla colonna 1° del quadro *B* per il numero che è alla colonna 2° di detto quadro, e il quoziente, espresso in centesimi, si nota alla colonna 3° dello stesso quadro.

Può allora l'intendente determinare il numero delle delegazioni per ogni comune colla seguente norma prescritta dall'articolo 4 dell'annessa legge.

Se il debito è inferiore a 20 centesimi della fondiaria principale, non si fissa che una sola delegazione; se supera i 20, ma non raggiunge i 30 centesimi, si stabiliscono due delegazioni; se supera i 30, ma non raggiunge i 40 centesimi, se ne fissano tre; se supera i 40, ma non tocca i 50 centesimi, si accordano quattro delegazioni; se poi è superiore ai cinquanta centesimi, le delegazioni saranno cinque.

Fissato il numero delle delegazioni che ogni comune deve emettere, si commisura sull'intero residuo debito l'interesse medio corrispondente alle delegazioni complessive, tenuto conto dell'epoca in cui, secondo le prescrizioni rispettivamente vigenti per la provincia, si effettua dall'esattore l'ultimo versamento.

Per tale valutazione sarà opportuno che per ciascuna provincia, ove si suppone che un solo sia il metodo di riscossione ed uniformi siano le scadenze delle imposte, si compili uno specchietto per l'interesse medio corrispondente a dette delegazioni a seconda del loro numero.

Suppongasi che in una provincia i versamenti per conto della fondiaria di un anno, per esempio del 1871, si facciano dal 1° gennaio di detto anno all'aprile dell'anno consecutivo, per esempio, in otto rate bimestrali eguali, l'indugio nel pagamento sarebbe *mediamente* di otto mesi e l'interesse medio corrispondente a 8/12 di 6 ossia 4 per cento.

Se ci sono due delegazioni l'indugio medio per la seconda delegazione si accresce di un anno e quindi l'interesse medio corrispondente a detta seconda delegazione si cresce del 6 per cento e sale al 10 per cento.

Parimenti l'interesse medio spettante alla terza, alla quarta ed alla quinta delegazione sarebbe del 16, del 22, del 28 per cento.

Volendo ora conoscere quale sia l'interesse medio spettante alla somma totale che sarebbe pagata in uno, due, tre, quattro o cinque anni secondo che una, due, tre, quattro o cinque sono le delegazioni, si dovrà prendere la media degli interessi spettanti a ciascuna di esse delegazioni; e così se le delegazioni sono due, l'interesse medio sarà $\frac{4+10}{2} = 7$, se sono tre sarà $\frac{4+10+16}{3} = 10$, e così successivamente si avrebbe lo specchietto seguente ove sono indicati, secondo il numero delle delegazioni, l'interesse medio spettante a ciascuna di esse e l'interesse medio spettante al complesso delle delegazioni stesse.

Numero delle delegazioni	Interesse medio corrispondente a ciascuna delegazione	Interesse medio complessivo
1.	4.	4.
2.	10.	7.
3.	16.	10.
4.	22.	13.
5.	28.	16.

Da questo specchietto si desumerà il saggio di interesse medio da assegnarsi al debito, conoscendo il numero delle delegazioni, e si scriverà nella colonna 5 del quadro *B*, moltiplicando per questo saggio d'interesse il debito stesso; si avrà nella colonna 6 l'ammontare da aggiungere alla somma di debito capitale, onde avere il totale (col. 7, quadro *B*), che diviso pel numero di delegazioni darà l'ammontare di ciascuna delegazione ed il numero dei centesimi addizionali annui da imporsi pel relativo pagamento (col. 8 e 9 del quadro *B*).

IV.

Entrambi gli specchietti *A* e *B* saranno dall'intendente spediti, con un esemplare della presente, ai rispettivi sindaci coll'invito a fare sugli stessi le loro osservazioni, di tutta urgenza, ed in caso diverso a far deliberare dal Consiglio comunale:

1° La proposta emissione di delegazioni o le osservazioni che sulla medesima avesse a fare;

2° La corrispondente sovraimposizione giusta gli articoli 4 e 5 della legge;

3° L'autorizzazione al sindaco a rilasciare le deliberate delegazioni nella seguente forma:

« *Delegazione in esecuzione della legge* 27
« *marzo* 1871, *n.* 131 (*Serie* 2°).
« L'esattore del comune di . . . .
« pagherà alla scadenza del . . . . al
« Ministro delle Finanze o al suo ordine la som-
« ma di lire . . . . L. . . . .
« ritenendo la presente debitamente quitanzata
« per suo scarico.
« Visto: *L'Esattore* »

Seguiranno la data e la firma del sindaco col timbro del comune.

Una copia degli specchietti suddetti sarà dall'intendente rimessa al prefetto il quale provvederà per l'immediata convocazione straordinaria dei Consigli comunali all'uopo di dette deliberazioni.

V.

Le delegazioni, in tal forma deliberate ed emesse, saranno dal sindaco rimesse all'esattore affinchè vi apponga il suo *visto*, e dopo saranno spedite all'intendente di finanza della provincia, corredate del verbale sulla deliberazione del Consiglio comunale.

Le delegazioni stesse e gli annessivi verbali di deliberazione saranno dall'intendente spediti al Ministero delle Finanze (Direzione generale delle Gabelle) corredate, distintamente per ciascun comune, dei suindicati specchietti *A* e *B*.

VI.

Essendosi coll'art. 2 della nuova legge prorogato a tutto aprile del corrente anno il termine stabilito dall'art. 2 dell'Allegato *L* all'altra legge dell'11 agosto 1870 per la decadenza dall'abbuonamento in corso dei comuni che hanno ancora debito arretrato per dazio di consumo a tutto il 1870, ne consegue che per tutte le somme di tale debito, che entro il prossimo aprile non fossero coperte da regolari delegazioni già spedite all'intendente di finanza e da questo ricevute senza eccezioni, l'intendente dovrà procedere a carico dei comuni debitori, a termini del detto art. 2 dell'Allegato *L* alla legge dell'11 agosto 1870, e dell'art. 72 del regolamento generale sui dazi interni di consumo del 25 agosto 1870.

VII.

Pei pagamenti che l'esattore fa a sconto di dette delegazioni a termini dell'art. 6 della nuova legge, dovrà il medesimo presentare alla tesoreria speciali fatture e ritirarne apposite ricevute coll'espresso riferimento alla delegazione a cui vanno imputati.

Tali ricevute dovranno, entro il termine della delegazione, essere spedite al Ministero delle Finanze (Direzione generale del Tesoro), che le ritira, e quando le riconosca regolari e sia completamente saldata la delegazione, fa restituire questa, debitamente quitanzata all'esattore, al di cui nome fu tratta.

Si attende un cenno sul ricevimento della presente.

Il Ministro: QUINTINO SELLA.

(*Seguono i Quadri*)

MINISTERO DELL'INTERNO

Avviso.

Si prevengono i signori maestri che desiderassero attendere alla composizione e direzione della Messa funebre da celebrarsi il 29 luglio 1871 nella metropolitana di Torino, in commemorazione della morte del Magnanimo Re Carlo Alberto, che potranno presentare le loro domande alla divisione 5ª di questo Ministero fino a tutto il 30 aprile.

Per detta Messa il Ministero accorda il premio di lire 900, rimanendo a carico del maestro compositore tutte le spese sia per la copiatura delle parti di canto e d'orchestra, sia per le retribuzioni dai cantanti e suonatori.

Il Direttore capo della 5ª divisione
MIRAGLIA.

Nella Legge sulla leva, n. 136, stata pubblicata nella Gazzetta di ieri occorse all'art. 10 un errore: invece di « *cattolici appartenenti* ecc. » devesi leggere « *acattolici* ecc. »

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

PRODOTTO della tassa del decimo sui trasporti a grande velocità nell'anno 1870 in confronto con quello ottenuto nell'anno 1869.

RETI O LINEE	TRASPORTI ORDINARI				TRASPORTI PER CONTO DEL GOVERNO				Totale generale
	VIAGGIATORI	BAGAGLI	MERCI	Totale	VIAGGIATORI	BAGAGLI	MERCI	Totale	
Società delle ferrovie dell'Alta Italia.									
Rete Piemontese (a)	1,164,688 01	50,226 79	227,422 62	1,442,337 42	24,811 17	596 22	3,457 66	28,865 05	1,471,202 47
Id. Lombarda	584,502 33	20,841 06	110,524 72	715,868 11	9,610 66	225 18	960 »	10,795 84	726,663 95
Id. Italo-Centrale	436,269 16	28,878 44	104,535 49	569,683 09	31,402 63	680 69	2,922 75	35,006 07	604,689 16
Id. Veneta Tirolese	479,864 03	26,278 94	67,444 95	573,587 92	13,027 07	390 92	565 91	13,983 90	587,571 82
Id. Toscana	188,024 35	8,215 56	26,991 59	223,231 50	6,172 19	180 11	667 78	7,020 08	230,251 58
Linea Voghera-Pavia-Brescia	42,164 69	2,008 60	10,013 02	54,186 31	1,778 50	104 73	272 80	2,156 03	56,342 34
Società delle Ferrovie Romane	832,096 32	43,889 55	96,044 98	972,030 85	35,049 17	2,462 07	16,407 59	53,918 83	1,025,949 68
Società delle Ferrovie Meridionali.									
Rete Adriatica	497,604 41	22,460 31	87,134 76	607,199 48	52,607 04	3,872 51	»	56,479 55	663,679 03
Rete Tirrena	268,936 75	8,951 67	29,373 73	307,262 15	16,708 41	1,350 09	»	18,058 50	325,320 65
Società delle Ferrovie Calabro-Sicule	133,633 47	5,102 88	11,369 20	150,105 55	6,330 72	170 39	113 57	6,614 68	156,720 23
Società della Ferrovia Torino-Ciriè	19,960 »	262 11	474 12	20,696 23	»	»	»	»	20,696 23
Società della Ferrovia del Moncenisio (Fell)	24,789 61	1,126 50	5,569 09	31,485 20	»	»	»	»	31,485 20
TOTALI	4,672,533 13	218,242 41	776,898 27	5,667,673 81	197,497 56	10,032 91	25,368 06	232,898 53	(d) 5,900,572 34
Prodotto ottenuto nell'anno 1869	4,362,190 60	210,352 29	664,642 65	5,237,185 54	364,009 27	17,185 60	149,811 46	(b) 531,006 33	(c) 5,768,191 87
Differenza . . . in più	310,342 53	7,890 12	112,255 62	430,488 27	»	»	»	»	132,380 47
Differenza . . . in meno	»	»	»	»	166,511 71	7,152 69	124,443 40	298,107 80	»

(a) Comprese le Linee Liguri.
(b) In questa somma sono comprese L. 172,280 31 riferibili a trasporti militari effettuati nell'anno 1866.
(c) Non tenendo conto della suddetta partita di L. 172,280 31, la quale è estranea al traffico del 1869, si avrebbe in complesso nel 1870 un maggior provento di L. 304,660 78, in luogo del sovra esposto di L. 132,380 47.
(d) Il provento effettivo del 1870 accertato in L. 5,900,572 34 supera di L. 200,572 34 quello previsto nel bilancio attivo di detto anno.

PARTE NON UFFICIALE

NOTIZIE VARIE

Il Ministero della Guerra ha emanato le norme per la formazione delle divisioni d'istruzione. Le divisioni saranno costituite verso la metà del corrente aprile.

Alle divisioni verranno a suo tempo destinati reggimenti di cavalleria e batterie d'artiglieria, che le raggiungeranno nel corso del mese di luglio.

Le divisioni indicate dovranno, dalla metà di aprile a tutto settembre, attendere esclusivamente ad una serie progressiva di esercitazioni distinte in tre periodi successivi come in appresso:

1° *periodo — dall'aprile alla metà di luglio.*

Esercizi ed evoluzioni regolamentari sino alle evoluzioni di reggimento inclusive. — Esercizi di marcia. — Istruzione sul tiro. — Esercizi elementari di combattimento. — Servizio di sicurezza, esplorazione ed altre istruzioni ed esercitazioni particolari e minute, alle quali le truppe di fanteria debbono normalmente attendere in questo periodo dell'anno.

2° *periodo — dalla metà di luglio a tutto agosto.*

Evoluzioni regolamentari di brigata e di divisione, prima con sola truppa di fanteria e poscia coll'intervento delle altre armi. — Continuazione dell'istruzione sul tiro, se non fu interamente compiuta nel primo periodo. Esercizi di combattimento fra battaglioni contrapposti anche col sussidio delle altre armi. — Fazioni di reggimento e di brigata.

3° *periodo — settembre.*

Grandi manovre anche col concorso di parte delle truppe delle vicine guarnigioni.

La 1ª divisione d'istruzione dipenderà dal comandante generale di corpo d'esercito che ha sede in Verona, la 2ª da quello che ha sede in Milano.

Durante il tempo in cui si troveranno costituite le divisioni d'istruzione, presso ogni battaglione di fanteria e bersaglieri sarà comandato un capitano della medesima arma. Questi capitani dovranno assistere a tutte le istruzioni del battaglione e dovranno compilare un diario delle giornaliere esercitazioni, aggiungendovi quelle note ed osservazioni che emergeranno dallo svolgimento pratico delle esercitazioni stesse.

Pei corpi chiamati a far parte delle divisioni d'istruzione, ne saranno sospese le licenze ordinarie. Gli ufficiali che si trovassero in licenza ordinaria dovranno essere richiamati pel giorno 15 aprile e la bassa forza invece dovrà ultimare la licenza già concessa.

Durante il primo e secondo periodo d'istruzione le truppe accantonate nei villaggi saranno considerate, per quanto riguarda le competenze, sul piede di distaccamento, ed avranno diritto alla sola somministranza dell'alloggio dai comuni rispettivi.

Gli ufficiali alloggiati presso i particolari non hanno diritto a ricevere da questi nè lume nè fuoco.

Gli ufficiali ammogliati possono condurre seco le rispettive famiglie durante i due primi periodi d'istruzione purchè provvedano allo alloggiamento delle medesime a loro proprie spese, e l'alloggiamento delle famiglie nei luoghi di accantonamento non ingeneri difficoltà all'accantonamento regolamentare degli altri ufficiali e della truppa.

Durante i due primi periodi di esercitazioni occorrendo che alcuni corpi o frazioni di corpi sieno accampati, ad essi corpi o frazioni pei soli giorni in cui durerà effettivamente il loro accampamento sarà corrisposto:

a) Agli ufficiali il soprassoldo di accantonamento stabilito dal R. decreto 15 settembre 1866.

b) Ad ogni sott'ufficiale il giornaliero soprassoldo di centesimi 10.

c) Ad ogni caporale e soldato quello di centesimi 5.

L'ammontare del soprassoldo della truppa sarà interamente versato, pei sott'ufficiali alla loro mensa, e pei caporali e soldati alla massa d'ordinario, oltre per questi ultimi i centesimi 3 stabiliti per le ordinarie maggiori spese di vitto.

Gli aiutanti maggiori in 1° dei reggimenti bersaglieri e di fanteria facienti parte delle divisioni d'istruzione avranno pure ragione ad una giornaliera razione di foraggio.

Ai caporali e soldati di cavalleria comandati pel servizio di guida, sarà corrisposto il relativo soprassoldo giornaliero, cioè di centesimi 30 per ciascun caporale e soldato. (*Italia Militare*)

— Il giorno 27 marzo aveva luogo in Verona l'inaugurazione del Collegio farmaceutico italiano.

Assistevano il R. prefetto e la Giunta municipale.

Furono pronunciati discorsi dal prefetto, dal farmacista Caliari in nome dei colleghi di Verona, dal farmacista Ferdinando Garofoletti in nome dell'Associazione farmaceutica lombarda, dall'assessore Montagna e per ultimo dal relatore Oberti.

Si passava quindi alla proclamazione della Presidenza, che risultò composta dai signori cav. Antonio Colleoni di Venezia, cav. Luigi Mosca di Torino, Cicconi Tobia di Roma, Kernot Federico di Napoli, Montefort Pasquale di Palermo, e Garofoletti Ferdinando di Milano.

Il Congresso durò 3 giorni, e ieri alle ore 5 pom. la Presidenza del Collegio arrivava a Milano.

Era ricevuta alla stazione dagli altri membri della rappresentanza dell'Associazione lombarda e dai consiglieri Foglia, Villa, Pessina e Farmaggia.

Detta Presidenza si è recata oggi a far visita al prefetto e al sindaco. (*Lombardia*)

— Come abbiamo annunziato, scrive la *Gazzetta di Genova* del 31 marzo, ieri a mezzodì la grande aula consigliare del palazzo civico fu aperta al pubblico acciocchè gli amatori del bello artistico vi ammirino le due pregevolissime cornici ad intarsio e i due non meno pregevoli stemmi di Venezia e di Genova, destinati a decorare gli stupendi mosaici di Colombo e di Polo.

Le cornici e gli stemmi sono opera di due nostri concittadini, le une cioè dell'intarsiatore Giambattista Gaulio, e gli altri dell'ornatista Dafieno ai quali ci piace ripetere un elogio per la diligenza con cui seppero eseguire dette decorazioni sotto la direzione dell'egregio signor cav. G. B. Cevasco consigliere comunale che ne ebbe speciale incarico dalla Giunta municipale, nella quale direzione cooperò efficacemente il cav. G. B. Resasco architetto civico che delineò il disegno delle cornici.

— Dalla *Gazzetta Ticinese* del 29 marzo ricaviamo le seguenti notizie statistiche:

Da una preliminare comunicazione dell'ufficio federale di statistica sull'anagrafi eseguita il 1° dicembre 1870 appaiono le seguenti risultanze, a cui sono contrapposte con numeri fra parentesi quelle dell'anagrafi del 1860: case 390,318 (345,827); famiglie 557,820 (528,105), locali 2,383,973 (1,016,156), abitanti 2,656,434 (2,510,494), popolazione di fatto 2,670,345 (2,507,170), maschi 1,305,670 (1,233,625), femmine 1,364,675 (1,273,545), maritati conviventi 800,091 (736,293), non conviventi 40,583, separati 8,574 (41,524), vedovi 172,103 (155,321), scapoli 1,648,994 (1,574,032), cittadini del comune 1,446,123 (1,466,864), cittadini d'altri comuni del Cantone 779,413 (698,207), svizzeri d'altri Cantoni 294,176 (229,259), forestieri 149,855 (116,415), privi di patria 778 (1825), abitanti nel luogo dell'anagrafi 2,638,797 (2,498,034), viaggiatori 31,548 (9,136), cattolici 1,085,084 (1,020,937), protestanti 1,567,003 (1,460,093), d'altre confessioni cristiane 11,221 (5,887), ebrei o non cristiani 7,037 (4,259), famiglie tedesche 384,551 (367,065), francesi 135,183 (123,438), italiane 30,293 (28,697), romancie 8,759 (8,882), d'altre lingue 24 (23).

Gli immigranti in America sbarcati nel 1871 a New-Jork furono 212,625, fra i quali 71,280 tedeschi, 61,262 irlandesi, 35,703 inglesi, 14,038 svedesi, 9,489 scozzesi, 3,382 svizzeri.

DIARIO

(*Oggi ancora manca il Corriere di Francia.*)

Una corrispondenza telegrafica del *Times* dice che gli ufficiali d'ogni grado che ritornano dalla Germania convengono tutti a Versailles dove sono immediatamente destinati a questo o a quello dei corpi attivi che vi si stanno organizzando. Il marchese di Galifet, generale di cavalleria, uno dei prigionieri di Metz, ha assunto il comando della brigata di cavalleria esistente a Versailles ed è incaricato di organizzare a St-Germain i volontari della Guardia nazionale dei dipartimenti della Senna e Oise. Tutte le mattine ricognizioni di cavalleria si spingono da Versailles a St-Cloud.

Al dire di altre corrispondenze l'arrivo dei battaglioni volontari si effettua a Versailles con grande celerità. Essi saranno fatti accampare tutto attorno a Parigi. Anche dei battaglioni di marina sono arrivati da Cherbourg alla sede del governo. Il 24 venne ricevuta dal signor Thiers una Commissione di capi battaglione che si recò ad offrire i suoi servigi al governo ed all'Assemblea ed a concertarsi col potere esecutivo sui mezzi da adottare per reprimere la sommossa.

A Lione le autorità legali sono rientrate nel pieno esercizio delle loro funzioni e non si è più verificato disordine alcuno. A Saint-Etienne, dove la tranquillità è pienamente ristabilita, l'Assemblea nazionale mandò con pieni poteri il comandante di battaglione signor Montgolfier. Bordeaux non diede finora il menomo indizio di agitazione comunque da qualche giorno, secondo una lettera pubblicata dal *Journal de Genève* ci vadano arrivando di fuori degli agenti del Comitato di Parigi. A Marsiglia il Consiglio municipale si è ritirato nel forte San Giovanni e la Tesoreria nel forte S. Nicola, ma non vi è accaduto alcun conflitto materiale.

Nella sua seduta del 27 l'Assemblea nazionale francese rifiutò di prendere in considerazione la proposta del signor Luigi Blanc intesa ad approvare la condotta dei deputati e dei sindaci di Parigi che consentirono alle elezioni municipali. Da destra venne anche fatta una contro proposta, ma la maggioranza della Camera non volle ammetterla. Il signor Thiers raccomandò caldamente la votazione più sollecita possibile del progetto di legge relativo alle elezioni municipali.

L'*Indépendance belge* del 28 scrive che in tal giorno, alle ore due, al Ministero degli affari esteri di Brusselle ebbe luogo la prima riunione dei plenipotenziari francesi e tedeschi incaricati di fissare le condizioni definitive della pace. Il dì precedente una riunione non ufficiale era avvenuta tra i signori Baude, de Balan e d'Arnim. La seduta del 28 fu soltanto preparatoria. Non vi si operò che la comunicazione dei poteri dei plenipotenziari.

A Berlino, il progetto d'indirizzo presentato al Parlamento tedesco dal signor Bennigsen in nome della maggioranza della Commissione, fu, come già ci venne annunciato dal telegrafo, approvato dalla Camera con 243 voti contro 63. I paragrafi più significanti dell'indirizzo sono i seguenti:

« I duri disastri che oggi sopporta la Francia oltre i travagli della guerra, confermano la verità spesse fiate sconosciuta, ma giammai impunemente, che nel legame dei popoli civili anche la nazione più potente non rimane guarentita contro gravi sconvolgimenti se non saviamente limitandosi al pieno sviluppo delle proprie condizioni interne.

« Anche la Germania, allorquando, tratta dal volere de' suoi regnanti a seguire le tradizioni d'origine straniera, volle immischiarsi nella vita delle altre nazioni, provò i germi della decadenza. Il nuovo Impero emerse dallo spirito proprio del popolo che, armatosi unicamente per la sua difesa, è immutabilmente devoto alle opere di pace. Nei rapporti coi popoli stranieri la Germania non domanda pei suoi cittadini se non il rispetto guarentito dal diritto e dai costumi; e, non traviata da simpatie o antipatie, desidera per ogni nazione l'avviamento all'unità, e per ogni Stato fa voti che trovi con mezzi proprii la miglior forma di ordinamento. Noi speriamo che non abbia mai più a ritornare il tempo degli interventi nella vita interna degli altri popoli sotto verun pretesto e in forma veruna. »

Il paragrafo che riguarda l'annessione dell'Alsazia e di parte della Lorena è del tenore seguente:

« Pel benessere dei territorii riacquistati dalla Germania, il popolo tedesco prova i più caldi sentimenti di compartecipazione fraterna. I più bei monumenti della civiltà germanica e della vita popolare ricordano nell'Alsazia e nella Lorena un passato che appartiene alla Germania. Una lunga dominazione straniera cancellò non poche traccie di molti secoli di storia tedesca, ma la nostra lingua e i nostri costumi per la maggior parte del popolo non andarono perduti. Che la legislazione e l'amministrazione possano cooperare a restringere vie più questi rapporti, a promuovere il ridestarsi dello spirito germanico, e a rafforzare colla conciliazione degli animi i legami che ricongiungono quelle magnifiche provincie col resto della Germania. »

Il Parlamento tedesco, nella tornata del 29 marzo, ha approvato in terza lettura il trattato commerciale conchiuso collo Stato di San Salvador.

Il *Levant Herald* di Costantinopoli annunzia che, in seguito al neutralizzamento del Mar Nero, la Porta ha deciso d'innalzare Sinope a fortezza di prima classe e di erigervi un arsenale marittimo primario. Si tratta parimenti di fortificare Trebisonda e Batum. Alle opere di Sinope si darà mano quanto prima. Si annunzia pure da Costantinopoli che Kiamil bey, gran mastro di cerimonie, fu nominato inviato straordinario e ministro plenipotenziario del Sultano, ed ebbe l'incarico di andare a complimentare, in nome del medesimo, il re di Spagna Amedeo I per l'assunzione di esso al trono.

Si dice che l'energia di Redif pascià viene rapidamente soggiogando la sollevazione degli Arabi del Yemen.

Il Senato degli Stati Uniti d'America ha testè ratificato il trattato di naturalizzazione conchiuso il 20 settembre fra il conte Beust e il signor John Zay, inviato americano a Vienna. Le disposizioni della convenzione austro-americana, fondata sui principii di perfetta reciprocità, sono analoghe a quelle dei trattati che già erano in vigore fra gli Stati Uniti e la Confederazione germanica del Nord, come pure tra l'Unione americana e la Baviera, il Baden, il Würtemberg, l'Assia-Darmstadt e la Gran Bretagna.

Senato del Regno.

Il Senato ha udito ieri la seconda parte delle interpellanze del senatore Bixio al Ministero, sul commercio internazionale marittimo, nelle quali, previo un cenno sulla condizione dei porti di Brindisi e di Civitavecchia, l'interpellante è passato a discorrere di varie produzioni del suolo italiano, accennando ai vantaggi che, a suo avviso, se ne potrebbero trarre per le industrie e per la ricchezza nazionale, ed inducendone l'opportunità di svolgere e favorire l'industria ed il commercio, ha conchiuso rivolgendo ai Ministri, ciascuno pel ramo cui spetta, apposite e speciali raccomandazioni.

Ha succeduto nella parola il senatore De Luca, il quale, colta l'occasione, ha rappresentato al Governo la necessità di ritornare ad Ancona il suo arsenale, e di fare alcuni provvedimenti a restauro di quel porto.

Camera dei Deputati.

La Camera, nella tornata di ieri, dopo di avere convalidata l'elezione del signor Giacinto Carini a deputato del collegio di Piacenza, prese a discutere un disegno di legge contenente disposizioni provvisorie relative alla giurisdizione della Corte di cassazione di Firenze sopra la provincia di Roma. Ne trattarono i deputati De Filippo, Lenzi, Sineo, Depretis, Lazzaro, Crispi, Mancini, Oliva, Pissavini, il relatore Pisanelli, e il Ministro di Grazia e Giustizia. La legge venne approvata con un ordine del giorno proposto dalla Giunta, pel quale si dichiarava che la Camera era persuasa della breve durata della condizione di cose creata dalla legge medesima, e della sollecitudine del Ministero a presentare uno schema pel definitivo riordinamento della Suprema Magistratura del Regno.

Il Ministro delle Finanze presentò un disegno di legge sopra le indennità de' danni di guerra.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI
(AGENZIA STEFANI)

Bruxelles, 30.

Si ha da Parigi, in data del 30:

Il Comitato condannò a morte in contumacia Wilfrid Fonvielle, colpevole di avere attentato contro la Comune.

Il Comitato autorizzò Duval di fare delle perquisizioni e di sorvegliare le persone ostili alla Comune.

Apertura della Borsa. — Rendita francese 50 55.

Marsiglia, 30.

La città continua ad essere tranquilla.

Il movimento è quasi terminato.

Assicurasi che il sindaco prenderà il comando della guardia nazionale.

La popolazione attende con impazienza che l'ordine sia ristabilito.

Londra, 30.

Alla Camera dei Comuni ebbe luogo una discussione sulla Conferenza di Londra.

Dilke, criticando violentemente la politica del governo, propose un voto di biasimo contro il gabinetto.

Rylands presentò una contromozione approvando la politica ministeriale.

Lord John Manners disse che il governo ha distrutto il prestigio dell'Inghilterra e rese pericolosa la pace d'Europa.

Lord Enfield protestò contro la mozione di Dilke, il quale la ritirò.

Bruxelles, 31.

Si ha da Parigi, in data del 30:

Il *Journal Officiel* pubblica un proclama della Comune, il quale dice che le industrie, il lavoro e i commerci, ora sospesi e paralizzati, stanno per ricevere un impulso vigoroso.

Delescluze e Courant, volendo restare membri della Comune, diedero le loro dimissioni da deputati.

Bruxelles, 31.

Si ha da Parigi, in data del 30, sera:

Ieri furono posti i sigilli sulle casse e le carte di cinque grandi compagnie di assicurazione, perchè si sospetta che l'ex-imperatrice vi abbia depositato alcuni fondi.

Meline, Adam e Robinet diedero le loro dimissioni da consiglieri municipali.

Ferry partirà sabato per Bruxelles onde assistere alla Conferenza.

Alla Borsa gli affari furono nulli. Francese 50 60; Prestito 52 10; Italiano 54 55; Austriache 815.

Bordeaux, 31.

Si ha da Parigi, in data del 30:

Da questa mattina le guardie nazionali sono occupate a fortificare con blinde le barricate intorno la piazza Vendôme.

Oggi il *Journal Officiel* è comparso col titolo di *Journal Officiel de la Commune. Année I, n°. 1.*

Esso pubblica un decreto che abolisce i circondari, ed un altro che scioglie tutti i locatari dall'obbligo di pagare le scadenze di ottobre, gennaio e aprile.

Temesi che la Comune tratti pure così radicalmente la questione delle scadenze dei biglietti, annullandoli tutti.

La Comune annunzia che sta per riorganizzare la guardia nazionale, eliminando prima di tutto gli uomini dediti all'ubbriachezza e chiamando a farne parte tutti gli uomini validi.

La fisonomia di Parigi è oggi triste.

La circolazione nelle strade e sui boulevards è assai diminuita. Si vedono poche carrozze. I caffè sono deserti. Molti magazzini sono chiusi. Tuttavia la città è tranquilla.

Rampont, direttore delle poste, lasciò il suo ufficio, che fu occupato da un membro della Comune.

I Prussiani concentrano le loro forze nell'Est e nel Nord di Parigi, e così pure nella Côte-d'or e nella Saona e Loira.

Pietroburgo, 31.

Il *Monitore* pubblica un decreto imperiale che conferisce al principe di Gortschakoff il titolo ereditario di Altezza, in considerazione dei gloriosi servizi resi alla patria e al trono, e per avere sciolta pacificamente e conformemente alla dignità della Russia la questione del Mar Nero.

Bruxelles, 31.

Si ha da Parigi, in data del 31:

Il servizio delle poste è completamente disorganizzato. La maggior parte degli impiegati andarono a Versailles.

La Comune ordinò l'arresto di Rampont.

Bruxelles, 31.

La Conferenza non terrà altra seduta. Tutto si farà con note per iscritto, onde evitare le controversie.

Le questioni per la limitazione della frontiera e le commerciali verranno regolate col mezzo di delegati speciali.

È arrivato il principe di Sassonia Coburgo.

Ieri alla Corte fu dato un pranzo ai plenipotenziari tedeschi; domenica se ne darà uno ai plenipotenziari francesi.

Aix, 31.

Il governo di Versailles va rinforzandosi.

Le provincie sono tranquille.

A Marsiglia i partiti non si sono ancora posti d'accordo.

Borsa di Marsiglia del 31. Francese 50 60; Italiano 54 25; Nazionale 480; Romane 143.

Londra	29	30
Consolidato inglese	92 7/8	93 1/16
Rendita italiana	53 3/4	53 11/16
Lombarde	14 11/16	14 11/16
Turco	42 15/16	42 7/8
Cambio su Berlino	— —	— —
Spagnuolo	30 7/16	30 1/4
Tabacchi	89 —	89 —
Vienna	**30**	**31**
Mobiliare	267 60	268 80
Lombarde	180 10	182 —
Austriache	398 50	401 50
Banca Nazionale	725 —	726 —
Napoleoni d'oro	9 96	9 95
Cambio su Londra	124 95	124 90
Rendita austriaca	67 90	68 —
Berlino	**30**	**31**
Austriache	217 1/4	216 3/4
Lombarde	97 1/8	96 1/2
Mobiliare	144 3/8	145 1/4
Rendita italiana	— —	53 3/4
Tabacchi	88 7/8	88 7/8

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 31 marzo 1871, ore 1 pom.

Il mare è generalmente agitato; grosso a Rimini, a Torre Mileto, a Bari, a Portotorres, a Portoferraio e a San Teodoro (Sicilia). Soffiano con violenza venti di greco e di maestro. Il cielo è nuvoloso in tutta l'Italia ad eccezione d'Aosta, Moncalieri e Cagliari. Le pressioni sono aumentate da 2 a 6 mm. nelle stazioni del Mediterraneo; si sono mantenute quasi stazionarie sull'Adriatico e sul Jonio.

Ieri e stanotte pioggia in tutta l'Italia inferiore; temporali e burrasche in molti punti della medesima.

I venti diminuiranno un poco d'intensità; il mare non tornerà ancora in calma. Tempo variabile.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze
Nel giorno 31 marzo 1871.

	ORE 9 antim.	ORE 3 pom.	ORE 9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero (mm)	751,0	753,0	753,3
Termometro centigrado	6 0	9,0	5,0
Umidità relativa	60,0	40 0	45,0
Stato del cielo	nuvolo	sereno e nuvoli	sereno
Vento direzione / forza	NE forte	NE forte	NE quasi for

Temperatura massima . . . . + 9,3
Temperatura minima . . . . + 4,5
Minima nella notte del 1° aprile . . . — 0 3

Spettacoli d'oggi.

TEATRO DELLA PERGOLA, ore 8 — Rappresentazione dell'opera: *Lucrezia Borgia* — Ballo: *La contessa d'Egmont.*

TEATRO NICCOLINI, ore 8 — La drammatica Compagnia di L. Bellotti-Bon rappresenta: *Viva la regina* — *La consegna è di russare.*

TEATRO DELLE LOGGE, ore 8 — La drammatica Comp. di E. Meynadier rappresenta: *Le point de mire* — *La consigne est de ronfler.*

TEATRO PRINCIPE UMBERTO, ore 8 — Rappresentazione della Compagnia equestre diretta da Emilio Guillaume.

FEA ENRICO, *gerente.*

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO (*Firenze*, 1° *aprile* 1871)

VALORI	Godimento	Valore nominale	Contanti L	Contanti D	Fine corrente L	Fine corrente D	Fine pross. L	Fine pross. D	Nominale
Rendita italiana 5 0/0	1 genn. 1871	»	57 45	57 42	57 60	57 55	—	—	—
Detta 3 0/0	1 aprile 1871	»	— —	— —	— —	— —	—	—	34 75
Imprestito Nazionale 5 0/0	id.	»	83 40	83 30	— —	— —	—	—	—
Obbligaz. sui beni eccles. 5 0/0	id.	»	80 55	80 45	— —	— —	—	—	—
Az. Regia coint. Tab. (carta)	1 genn. 1871	500	680 50	679 50	— —	— —	—	—	—
Obb. 6 0/0 R. coint. T. 1868 s. di 27	id.	500	— —	— —	— —	— —	—	—	476
Obbligaz. del Tesoro 1849 5 0/0		840	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Azioni della Banca Naz. Toscana	1 genn. 1871	1000	— —	— —	— —	— —	—	—	1363
Dette Banca Naz. Regno d'Italia	id.	1000	— —	— —	— —	— —	—	—	2450
Banca Tosc. di cred. per l'ind. ed il commercio	id.	500	— —	— —	— —	— —	—	—	690
Banca di Credito Italiano		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Azioni del Credito Mobil. Ital.	1 genn. 1871	500	— —	— —	— —	— —	—	—	480
Azioni delle SS. FF. Romane	1 ottob. 1865	500	— —	— —	— —	— —	—	—	68
Dette con prelaz. pel 5 0/0 (Antiche Centrali Toscane)		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Obbl. 3 0/0 delle SS. FF. Rom.		500	— —	— —	— —	— —	—	—	152
Azioni delle ant. SS. FF. Livor.	1 genn. 1871	420	— —	— —	— —	— —	—	—	210
Obbl. 3 0/0 delle suddette	id.	500	— —	— —	— —	— —	—	—	168
Dette 3 0/0		420	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Dette 5 0/0 ant. SS. FF. Mar.		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Azioni SS. FF. Meridionali	id.	500	341 50	341 —	— —	— —	—	—	—
Obbl. 3 0/0 della dette	1 ottob. 1870	500	— —	— —	— —	— —	—	—	183
Buoni Meridionali 6 0/0 (oro)	1 genn. 1871	500	446 —	445 —	— —	— —	—	—	—
Obbl. dem. 5 0/0 in serie compl.	id.	505	— —	— —	— —	— —	—	—	458
Dette in serie non complete		505	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Dette in serie di una e nove		505	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Obbl. SS. FF. *Vittorio Emanuele*		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Impr. comunale 5 0/0 1a emiss.		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Detto 2a emissione		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Nuovo impr. della città di Firenze	1 aprile 1870	250	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Impr. comunale di Napoli		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Prest. a premi città di Venezia		25	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Prestito premi Reggio Calabria			— —	— —	— —	— —	—	—	—
Obb. Cred. fond. Monte de'Paschi		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
5 0/0 italiano in piccoli pezzi	1 genn. 1871	»	— —	— —	— —	— —	—	—	58
3 0/0 idem	1 aprile 1871	»	— —	— —	— —	— —	—	—	35 75
Imprestito Naz. piccoli pezzi	id.	»	— —	— —	— —	— —	—	—	84
Obbl. ecclesiast. in piccoli pezzi		»	— —	— —	— —	— —	—	—	82

CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D
								Londra	breve		
Livorno	8			Venezia eff. gar.	30			Detta	30		
Detto	30			Trieste	30			Detto	90	26 49	26 46
Detto	60			Detto	90			Francia	a vista	105 —	
Roma	30			Vienna	30			Parigi	a vista	nom.	
Bologna	30			Detto	90			Detto	30		
Ancona	30			Augusta	90			Detto	90		
Napoli	30			Detto	90			Lione	a vista		
Milano	30			Francoforte	30			Detto	90		
Genova	30			Amsterdam	90			Marsiglia	a vista		
Torino	30			Amburgo	90			Napoleoni d'oro		21 09	21 07
								Sconto Banca 5 0/0			

Prezzi fatti: 5 p. 0/0: 57 40, 42 50, 45 liquid. — Da 20 lire oro 21 08, 09 cont.

Il Sindaco: A. MORTERA

MUNICIPIO DI TORRE ANNUNZIATA

Avviso d'asta.

Si notifica che alle ore 10 ant. del dì 7 aprile p. v. mese avrà luogo nel palazzo municipale, avanti il sindaco, l'incanto per l'appalto della costruzione di metri lineari 110 al molo di levante e di metri lineari 100 al molo di ponente del porto mercantile, per la somma presuntiva di lire 200 mila.

L'aggiudicazione seguirà mediante estinzione di candele, osservate le formalità prescritte dal regolamento approvato con Regio decreto del dì 25 gennaio 1870, n. 5452, a favore di chi farà maggior ribasso sui prestabiliti prezzi e colla misura da determinarsi nel momento dell'asta.

Venendo l'appalto deliberato potranno i prezzi ottenuti essere diminuiti ancora del ventesimo fino alle ore 11 ant. del giorno 17 del suddetto mese.

Nel termine da assegnarsi dal sindaco l'aggiudicatario dovrà assicurare per atto legale l'esecuzione dell'appalto colla cauzione di lire ottomila, contanti o rendita al portatore al corso effettivo di Borsa, oppure di lire diecimila in beni fondi, sotto pena di perdere la cauzione provvisoria e di soggiacere alle conseguenze di un nuovo esperimento d'asta, senza la necessità di atto che lo costituisca in mora alla scadenza del termine predetto. La cauzione sarà svincolata subitochè la ritenuta di cui infra avrà raggiunta una eguale somma.

Gli aspiranti all'asta dovranno preventivamente depositare nella tesoreria municipale la somma di lire tremila in contanti od in rendita al portatore, che varrà come cauzione provvisoria. Dovranno inoltre giustificare la loro idoneità colla presentazione di certificati di data non anteriore a sei mesi, rilasciati da ingegneri e confermati dal prefetto o sottoprefetto, coi quali dovrà assicurarsi che i titolari abbiano le cognizioni e la capacità necessaria per lo esequimento dei lavori; come altresì dovranno esibire certificati di moralità spediti dai sindaci del luogo dell'ultimo loro domicilio. La cauzione provvisoria, meno quella dell'aggiudicatario, sarà restituita agli altri aspiranti.

I lavori saranno intrapresi otto giorni dopo la consegna da farsi in seguito della stipula del contratto. Dovranno compiersi per tutto dicembre 1871 quelli riguardanti il molo di ponente, e fra un anno quelli del molo di levante.

Il prezzo totale dell'opera, netto del ribasso d'asta e di una ritenuta del 15 per 100, da conservarsi nella cassa comunale a guarentigia dello esatto adempimento per parte dell'impresario di tutti gli obblighi contrattuali, sarà pagato durante i lavori ed a vista di certificati rilasciati mensilmente dall'ingegnere direttore. La ritenuta del 15 per 100 sarà pagata all'impresario dopo il collaudo finale dell'opera.

I disegni ed il capitolato di appalto, in conformità del quale dovrà eseguirsi l'opera, sono visibili fin da oggi nella segreteria municipale.

Tutte le spese di asta e di stipula del contratto, di tassa di registro, di bollo, di diritti, di copia del contratto, di documenti che ne fanno parte, ed infine di collaudo e deconto finale, sono a carico dell'intraprenditore.

Data addì 28 marzo 1871.

1234 *Il Segretario comunale*: D. PALUMBO.

AMMINISTRAZIONE DEL DEMANIO E DELLE TASSE

INTENDENZA DI FINANZA DI POTENZA

AFFITTI.

Si rende noto che nel giorno 12 aprile 1871, alle ore 10 ant., nell'uffizio di registro di Melfi, dinanzi al pretore mandamentale, si terranno pubblici incanti ad estinzione di candela vergine per l'affitto dei seguenti stabili:

Masseria denominata Barone in contrada San Giuliano, nell'agro del comune di Melfi, pervenuta dal Capitolo cattedrale di detto comune; confinante con la masseria detta Parassaceo, fiume Osanto, signor Aquilecchia e Severini.

In detto podere vi esiste un fabbricato composto di cinque membri ed una cappella.

L'affitto avrà la durata di anni sei, da aver principio dal 17 gennaio 1872 a tutto il dì 16 gennaio 1878; con la espressa condizione che in caso di vendita la locazione s'intenderà ristretta ad un solo triennio, e giusta le altre condizioni riportate nel capitolato generale approvato dalla Commissione di sorveglianza.

La masseria si è tenuta finora in fitto dal signor Mucciante Francesco, per annue lire...

Prezzo d'incanto L. 8,414 79.

Ogni attendente, per essere ammesso all'asta, dovrà depositare a garanzia delle sue offerte presso l'ufficio procedente il decimo del prezzo d'incanto in cartelle al portatore, numerario o biglietti della Banca Nazionale, e questo deposito verrà restituito tosto che sarà chiuso l'incanto ad eccezione di quello fatto dal deliberatario, il quale non potrà pretenderne la restituzione se non dopo reso definitivo il deliberamento e prestata da esso la relativa cauzione.

Non sarà ammesso all'incanto chi nei precedenti contratti coll'Amministrazione non sarà stato abitualmente pronto al pagamento delle rate di affitto ed osservatore dei patti, e potrà essere escluso chiunque abbia questioni pendenti.

Le offerte non potranno essere minori di lire dieci, nè sarà proceduto a deliberamento se non si avranno le offerte almeno di due concorrenti. Il deliberamento provvisorio seguirà a favore di quello che avrà fatto la maggiore offerta.

È lecito a chiunque sia riconosciuto ammissibile all'incanto di fare nuova offerta in aumento al prezzo del provvisorio deliberamento entro quindici giorni da questo, che andranno a scadere il dì 28 aprile, alle ore 2 pom., purchè tale offerta non sia minore del ventesimo del prezzo medesimo, e sia guarentita col deposito del decimo del prezzo offerto nel modo detto superiormente. In questo caso saranno tosto pubblicati appositi avvisi per procedere ad un nuovo esperimento di asta sul prezzo offerto. In mancanza di offerte di aumento, il deliberamento provvisorio diverrà definitivo, salva la superiore approvazione.

Insorgendo contestazioni in quanto alle offerte od alla validità dell'incanto, saranno decise dall'Autorità che vi presiede.

Il quaderno d'oneri contenente i patti e le condizioni che regolare devono i contratti di affitto, è visibile in Melfi nell'ufficio di registro in tutti i giorni dalle ore 7 ant. alle ore 2 pom.

Melfi, addì 21 marzo 1871.

1202 *Il Ricevitore*: N. ABBATI.

Regia Prefettura di Roma

AVVISO D'ASTA PER UNICO INCANTO e definitivo deliberamento.

In conformità all'avviso delli 13 volgente mese di marzo, relativo alla scadenza del termine pel ribasso del ventesimo sui prezzi deliberati provvisoriamente nei pubblici incanti avvenuti il giorno stesso per l'appalto di fornitura degli oggetti di vestiario e di altri articoli di corredo agli agenti di pubblica sicurezza dal 1° aprile 1871 al 31 marzo 1874, distinti in tre lotti, e già descritti nel primo manifesto del 23 febbraio p. p., essendo stata presentata in tempo utile l'offerta di ribasso del ventesimo, si deduce a pubblica notizia che nel giorno di giovedì 13 del prossimo entrante mese di aprile, alle ore 10 antim., in altra delle sale degli uffici di prefettura, Divisione 2ª, sotto la presidenza del signor consigliere reggente, o di chi sarà delegato dal medesimo, si terranno le licitazioni pubbliche per la definitiva aggiudicazione della fornitura suddetta, e sulla base dei seguenti ridotti prezzi per ogni lire cento:

Lotto 1° — Prezzo di riduzione offerto dal sig. Pasquale Medici L. 7 47.
Lotto 2° — Prezzo di riduzione offerto dalla ditta Giacomo Cesati L. 8 04.
Lotto 3° — Prezzo di riduzione offerto dal sig. Francesco Calcagni L. 7 25.

Coloro che intendessero aspirare al detto appalto sono avvertiti che devono uniformarsi alle condizioni ed obblighi di cui al primitivo avviso 23 febbraio prossimo passato, e che i campioni degli articoli da fornirsi sono ostensibili presso l'ufficio della Questura.

Roma, 28 marzo 1871.

1239 *Il Segretario di Prefettura*: LUIGI BONANOMI.

SOCIETÀ ANONIMA ITALIANA PER LA

REGIA COINTERESSATA DEI TABACCHI

Il Consiglio di amministrazione della Società Anonima Italiana per la Regia Cointeressata dei Tabacchi porta a pubblica notizia che questo giorno primo aprile 1871, alle ore 12 meridiane, ebbe luogo in una delle sale dei suoi uffizi centrali in questa città, in via Sant'Egidio, n. 24, con intervento di pubblico notaro, la estrazione della lettera rappresentante la quinta serie delle obbligazioni sociali che dovranno esser rimborsate a far tempo col 1° luglio 1871.

La lettera estratta è la lettera Q.

Firenze, il 1° aprile 1871. 1253

Avviso.

(3ª *pubblicazione*).

Il tribunale civ. e correz. di Torino,

Udita la relazione fatta in Camera di consiglio del signor giudice delegato;

Visti li uniti documenti da cui risulta del consenso per parte del Ministero delle Finanze alla cancellazione dell'annotazione ipotecaria esistenti nei certificati portanti li numeri 25042, 25043, 25045, ed intestati alla Clotilde Fissore Invisiati;

Visto l'atto di morte della Clotilde Fissore Invisiati in un coll'atto giudiciale di notorietà comprovante la qualità nelle ricorrenti di uniche eredi *ab intestato* della predetta loro madre, stante la rinuncia del rispettivo padre e marito Francesco Fissore ad ogni ragione competentigli nella successione in discorso, di cui fa fede altresì il prodotto atto 28 marzo 1861 della cancelleria del tribunale di Oneglia, sottoscritto Anselmi seg.,

Manda all'Amministrazione del Debito Pubblico dello Stato di provvedere a che, previa cancellazione delle annotazioni di ipoteca esistenti sui quattro certificati di rendita sul Debito Pubblico consolidato italiano cinque per cento, intestati alla Clotilde Fissore Invisiati fu avvocato Giovanni, coi numeri 25042, 25043, 25044, 25045, della rendita di lire 250, 35, 40, e 445 rispettivamente, siano le quattro cartelle medesime convertite in due o più cartelle nominative di una rendita complessiva corrispondente a quella sopra indicata, ed intestata per una metà a favore della Giovanna Fissore moglie di Annibale Sorisio, e per l'altra a favore della di costei sorella nubile Carolina Fissore del vivente Francesco; il tutto in conformità dei regolamenti particolari vigenti sulla materia.

Torino, addì 18 febbraio 1871.

All'originale firmato: Ajraldi, vicepresidente.

Sottoscritto: Drebertelli, vicane.

878 ANSELMI sost. RICHETTI, proc.

Notificanza.

(3ª *pubblicazione*).

Per gli effetti previsti dagli articoli 89 e 90 del Regio decreto 8 ottobre 1870, n. 5942, si porta a pubblica notizia che il tribunale civile e correzionale di Varallo con suo decreto 14 febbraio ultimo (esente da registro) dichiarò spettare ai signori sacerdote D. Giuseppe, avvocato Filippo, ingegnere Giovanni, avvocato Luigi, sacerdote D. Giulio, Carlo, Gerolamo, Filomena maritata Zanetta, Modesta, Marietta, Felicina e Rosa fratelli e sorelle Neri del fu causidico Francesco di Varallo (i Gerolamo e Rosa, come minori, sotto la cura il primo, perchè emancipato, e sotto la patria potestà la seconda della loro madre signora Giacinta Testa vedova Neri) il titolo legale a possedere, di cui è parola nell'articolo 20 della legge 10 luglio 1861, n. 94, e così il diritto di ottenere la traslazione e tramutamento dell'iscrizione nominativa pel Debito Pubblico, n. 7177, della rendita di lire 50, intestata al defunto causidico Francesco Neri predetto.

Varallo, addì sei marzo 1871.

867 AVV. LUIGI NERI, proc. generale dei coeredi Neri.

Avviso.

(3ª *pubblicazione*)

Dietro domanda dei signori dottor Carlo e Giulia vedova di Andrea Gorino, fratello e sorella Anselmi fu Andrea, residenti a Morbello (circondario d'Acqui), nella loro qualità di unici eredi della loro madre Margherita Bolmida fu Angelo vedova di detto Andrea Anselmi, deceduta *ab intestato* in Torino li 28 gennaio 1871, il tribunale civile e correzionale di Torino con decreto 25 febbraio 1871 ha autorizzato la translazione in loro capo per una metà caduno, ovvero il tramutamento in cartelle al portatore a scelta di detti eredi Anselmi del certificato n. 133948 del Debito Pubblico del Regno d'Italia, cinque per cento, creazione 10 luglio 1861, della rendita di lire 1400, iscritta a favore di detta loro madre, con delegazione per ogni occorrente atto in capo al signor Felice Velasco agente di cambio accreditato presso l'Amministrazione del Debito Pubblico.

Si eseguisce la presente pubblicazione a termini e per gli effetti di cui nell'articolo 89 del regolamento approvato con decreto R. 8 ottobre 1870.

Torino, 6 marzo 1871.

877 RUMIANO, proc. capo.

Bando.

(3ª *pubblicazione*).

Si rende noto che in esecuzione di sentenza proferita dal tribunale civile di Grosseto li 7 marzo 1871, munita di marca di registrazione da lire 1 20 debitamente annullata, a richiesta dei signori Agostino Ilari ed Elisabetta Devitt vedova Ilari, come madre ed amministratrice dei suoi figli domiciliati a Sorano, in danno del signor dottor Giuseppe Galassi, possidente domiciliato al Granaione in comunità di Campagnatico, la mattina del due maggio 1871, a ore 11 antimeridiane, nella sala delle udienze di detto tribunale civile saranno nuovamente posti all'incanto con il ribasso stabilito dalla sentenza suddetta, e così per il prezzo come appresso determinato:

1. Una tenuta denominata Granaione e Volpaio, situata nel comune di Campagnatico, a confine strada Dogana, comunità di Scansano, Scogardi, fosso Melacce, se altri, ecc., rappresentata al catasto del comune di Campagnatico in sezione Z, numeri 1 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 51 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79; in sezione B, numeri 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18; in sez. G, numeri 39 41 43 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 135 136 137 138, per il prezzo di lire 206,885 45.

2. Podere dei Pincioni, posto in prossimità di Monticello in comunità di Cinigiano, a confine Petri, podere detto la Zita, Nuovi, se altri, ecc., rappresentato al catasto della comunità suddetta in sezione M, numeri 170 178 180 181 183*bis* 207 208 209 210 211 212 248 249 260 261 206 214 215 213 187 218 151 152 156 199 193 185 284 189 285 286 272 194 290; in sezione N, numero 22, per il prezzo di lire 17,044 86.

3. Podere detto la Laurina, posto nel territorio di Monticello, comunità di Ciminigiano, a confine Venturucci, eredi Petri, Grifoni Ciacci, se altri, ecc, rappresentato al catasto della comunità suddetta in sezione N, numeri 105 106 108 109 110 107 128 231 263 112 264 127 143 144; in sezione M, numero 255, per il prezzo di lire 7912 86.

4. Castagneto detto Fratte, posto anche esso nel territorio di Monticello, comunità di Cinigiano, a confine Fabbri, Iconi, Cellini, Lelli, se altri, ecc, rappresentato al catasto della comunità suddetta in sezione M, numeri 15 31 30 43 74 80² 29 42 65; in sezione I, numeri 40 42 43; per il prezzo di lire 29,612 16.

Grosseto, li 27 marzo 1871.

1168 CIRO ALDI-MAI, proc.

Avviso.

(2ª *pubblicazione*)

Il tribunale civile di Torino con suo decreto in data 4 marzo 1871 autorizzò, a richiesta delli signori Bernardo e Michele fratelli Rossi, la cancellazione dell'ipoteca inscritta a favore della Banca Nazionale di Torino sovra il certificato del Debito Pubblico italiano, num. 88774, della rendita di lire mille, intestato all'in ora fu cav. dottore Giovanni Battista Rossi, pella malleveria del signor Rossi Bernardo, residente in Torino, qual cassiere presso la Banca stessa.

La presente inserzione si eseguisce per ogni effetto previsto dalle leggi sullo svincolo attualmente esistenti.

Torino, 18 marzo 1871.

1051 R. PEYRETTI, proc. capo.

Notificanza.

(1ª *pubblicazione*).

Per gli effetti previsti dall'art. 111 del regolamento 8 ottobre 1870, numero 5943, si porta a pubblica notizia che il tribunale civile e correzionale di Novara, radunatosi in Camera di consiglio, con suo decreto del 22 corrente marzo (esente da registro) dichiarò:

« Spettare alli Maria Arbini, Giuseppe, Carlo, Orsola e Carolina madre e figli Saporiti fu Antonio, residenti in Novara, quali eredi *ab intestato* del Francesco Saporiti, il diritto di reclamare la restituzione del deposito delle Ln. 3000 risultanti dalla polizza numero 2971 nelle quote seguenti, cioè alla madre per un terzo e per il resto ai fratelli e sorelle Saporiti in porzioni eguali. »

Novara, 25 marzo 1871.

1203 FRANC. MILANESI, proc. capo.

Società Anonima del *Grand Hôtel* di Firenze

AVVISO.

Il Consiglio di Amministrazione previene i signori azionisti che dal primo aprile, anno corrente, sarà pagato ai portatori delle azioni un dividendo di L. 3 per azione.

Il pagamento sarà fatto tutti i giorni dalle ore 10 ant. alle 3 pom. alla cassa della Società generale di credito provinciale e comunale, via Cavour, n. 11, dietro consegna dei respettivi *coupons*.

Firenze, addì 30 marzo 1871. 1237

ESPROPRIAZIONE PER CAUSA DI PUBBLICA UTILITÀ

Il cav. sottoprefetto di Rocca San Casciano, a ciò delegato, con suo decreto de'29 marzo 1871 ha pronunziato a favore del municipio di Dovadola la espropriazione, ed autorizzata la occupazione dei seguenti beni spettanti al signor conte Giuseppe fu conte Agostino Campi, cioè un piccolo appezzamento di terreno situato a contatto della pubblica piazza del paese di Dovadola, della estensione di metri quadri 92 82, al quale confinano lo stesso signor conte Campi, beni del Benefizio di San Bartolommeo, piazza pubblica e via del Rastello, rappresentato dalla particella di n. 165 della sezione D, in comunità di Dovadola; avendo il detto municipio già effettuato il deposito nella Cassa dei depositi e prestiti di Firenze della somma di lire 1172 26, ammontare complessivo delle indennità dovute al prelodato sig. conte Campi per tale espropriazione a norma della perizia giudiciale del signor Pietro Melai in data 11 gennaio 1865.

Tutto ciò si deduce a notizia del pubblico agli effetti di che nell'articolo 54 della legge 25 giugno 1865, n. 2359, sulle espropriazioni per causa di pubblica utilità.

Dovadola, li 30 marzo 1871.

1240 *Il ff. di Sindaco*: T. TASSINARI.

Avviso.

(1ª *pubblicazione*).

A sensi del regolamento approvato con R. decreto 8 ottobre 1870, numero 5942, sull'Amministrazione del Debito Pubblico si rende noto per le eventuali opposizioni che il R. tribunale civile e correzionale di Milano con decreto 26 febbraio 1871, n. 155, autorizzò la Direzione generale del Debito Pubblico ad eseguire la translazione dei sottodescritti certificati di rendita italiana 5 per 0/0, tutti intestati Negroni ing Alessandro fu Vincenzo di Milano, già domiciliato in questa città, Corso Venezia, n. 26, ora defunto, intestandoli al nome di Antonietta, Luigia, Gian Antonio e Vincenzo fu Alessandro Negroni Prati, tutti minorenni rappresentati dalla madre nob. Giuseppina Morosini vedova Negroni Prati, abitante in Milano, Corso Venezia, num. 26, con annotamento di usufrutto per una quinta parte a favore di quest'ultima, e colla conservazione per quelli che ne sono gravati dei vincoli ora appostivi.

Certificati di cui venne autorizzata la translazione.

1. Certificato n. 22603 in data 2 gennaio 1863, dell'annua rendita di . . . . L. 5
vincolato per deliberazione n. 4988 f. 54 a garanzia del legato di lire 200 annue disposto dalla signora Gaetana Abrami vedova Prati per due doti a favore delle povere figlie della parrocchia di Santa Babila.

2. Certificato n. 19517 in data 18 novembre 1862, dell'annua rendita di . . . » 5
vincolato per deliberazione n. 3233 f. 54 a garanzia del pagamento di annue perpetue lire 125 in causa del legato disposto da Gaetana Abrami vedova Prati per la celebrazione di numero 50 messe in Santa Babila in Milano come da istrumento 3 aprile 1854 a rogito dott. Gabrio Sormani.

3. Certificato n. 19934 in data 25 novembre 1862, dell'annua rendita di . . . . » 5
vincolato a garanzia del legato di lire 200 annue disposto dalla signora Gaetana Abrami vedova Prati per due doti a favore di povere figlie della parrocchia di Santa Babila.

4. Certificato n. 2146 in data 20 marzo 1862, dell'annua rendita di . . . . » 140
vincolata per deliberazione n. 4988 f. 54 a garanzia del legato di lire 200 annue disposto dalla signora Gaetana Abrami vedova Prati per due doti a favore di povere figlie della parrocchia di Santa Babila, e ciò in vigore della nota 12 giugno 1854, n. 18866/1477, della delegazione provinciale di Milano, e dell'istromento 9 marzo 1854, rogato dott. Gabrio Sormani.

5. Certificato n. 2150 in data 20 marzo 1862, dell'annua rendita di . . . . » 235
vincolato per deliberazione n. 4988 f. 54 a garanzia del legato di lire 200 annue disposto dalla signora Gaetana Abrami vedova Prati per due doti a favore delle povere figlie di Santa Babila, e ciò in vigore della nota 12 giugno 1854, numero 18866/1477, della delegazione provinciale di Milano e dell'istromento 9 marzo 1854, rogato dott. Gabrio Sormani.

6. Certificato n. 2141 in data 20 marzo f. 1862, dell'annua rendita di . . . . . . » 235
vincolata per deliberazione n. 3233 f. 54 a garanzia del pagamento della somma perpetua di lire 125 in causa del legato disposto dalla fu Gaetana Abrami vedova Prati per la celebrazione di numero 50 Messe nella chiesa di Santa Babila in Milano, come da istromento 3 aprile 1854 a rogito dottor Gabrio Sormani notaro di Milano, e ciò in vigore della nota 11 aprile 1854, n. 11399/1034, della delegazione provinciale di Milano.

7. Certificato n. 502 in data 19 febbraio 1862, dell'annua rendita di . . . . » 5

8. Certificato n. 2161 in data 20 marzo 1862, dell'annua rendita di . . . . » 570

9. Certificato n. 2165 in data 20 marzo 1862, dell'annua rendita di . . . . » 380

10. Certificato n. 2164 in data 20 marzo 1862, dell'annua rendita di . . . . » 1000

11. Certificato n. 2163 in data 20 marzo 1862, dell'annua rendita di . . . . » 1000

12. Certificato n. 2162 in data 20 marzo 1862, dell'annua rendita di . . . . » 1000

13. Certificato n. 2160 in data 20 marzo 1862, dell'annua rendita di . . . . » 1000

14. Certificato n. 2159 in data 20 marzo 1862, dell'annua rendita di . . . . » 1000

15. Certificato n. 2158 in data 20 marzo 1862, dell'annua rendita di . . . . » 1000

16. Certificato n. 2157 in data 20 marzo 1862, dell'annua rendita di . . . . » 1000

17. Certificato n. 2156 in data 20 marzo 1862, dell'annua rendita di . . . . » 1000

18. Certificato n. 2155 in data 20 marzo 1862, dell'annua rendita di . . . . » 1000

19. Certificato n. 2154 in data 20 marzo 1862, dell'annua rendita di . . . . » 1000

20. Certificato n. 2153 in data 20 marzo 1862, dell'annua rendita di . . . . » 1000

Totale L. 13080

1229

Editto.

A forma dell'ordinanza del giudice delegato alla procedura del fallimento di Salvadore Martinelli del dì 28 marzo cadente, registrata con marca annullata, sono invitati tutti i creditori verificati e giurati del detto fallimento ad intervenire all'adunanza che sarà tenuta la mattina del dì 9 maggio 1871, a ore 10, avanti il giudice delegato, per deliberare sul concordato che sarà per proporre il fallito, o su quant'altro ai termini di legge.

Dalla cancelleria del tribunale civile e correzionale di Firenze, ff. di tribunale di commercio.

Li 29 marzo 1871.

1220 G. MAZZI.

Avviso d'asta.

(2ª *pubblicazione*).

In esecuzione di sentenza proferita dal tribunale civile di Grosseto, sotto di sette marzo 1871, alla pubblica udienza del 21 aprile 1871, dalle ore dieci in poi avrà luogo il secondo incanto col dibasso del 20 per 0/0 sul prezzo di stima per la vendita degli appresso stabili dai signori Roberto Bemporad e Rosa Borghi vedova Bemporad, come esercente la patria potestà sui figli minori del fu Giovacchino Bemporad, possidenti domiciliati in Firenze, espropriati in danno dei signori Servadio e Beniamino Barroccia di Scansano, rappresentati il primo dall'amministratore al di lui fallimento avvocato Valentino Bruchi, l'altro dal di lui curatore signor Francesco Ajola, consistenti:

1° Un appezzamento in comune di Magliano, denominato Bocchina e Campo Spillo, rappresentato al campione della detta comune dalle particelle di num. 328, 345, 344, 292, 290, 289, 569, 570, 294, 291, 293, 326, 327, 494, 310², 311, 310, 560, 561, 562, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 308, 309, 305, 547, 548, 321, 322, 323, 324, 325, della sezione L, della estensione di ettari 123, are 68 e cinquanta per il prezzo già ridotto del 20 per 0/0 di lire 29,774 88.

2° Uno stabile ad uso di stalla e fienile nel castello di Pereta, rappresentato al campione del comune di Magliano dalla particella di n. 977, della sezione P, per il prezzo ridotto di lire 913 12.

3° Una casa detta di Ognibene, posta in detto castello, rappresentata al campione della detta comune di Magliano dalle particelle di num. 272, 272 in parte, di detta sezione P, per il prezzo ridotto di lire 2415 52.

4° Una cantina in detto castello detta di Ognibene, rappresentata al detto campione dalle particelle di num. 121 e 141, di detta sezione P, per il prezzo ridotto di lire 451 20.

5° Un tenimento seminabile, prativo, con diverse piante di sughera, posto in prossimità di Pereta in luogo detto le Stiacciole, rappresentato al detto campione dalle particelle di num. 571, 572, di detta sezione P, per il prezzo ridotto di lire 207 20.

7° Una casa posta in Pitigliano in via Zucchelli, rappresentata al campione della comune di Pitigliano dalle particelle di num. 769, 770, 780, 781, della sezione A, per il prezzo ridotto di lire 1866 56.

8° Una cantina posta nel vicolo del Plebiscito, rappresentata al detto campione dalla particella di n. 760, di detta sezione A, per il prezzo ridotto di lire 72.

9° Una stalla posta nel vicolo della Venezia, rappresentata al detto campione da particella di n. 760, di detta sezione A, per il prezzo ridotto di lire 194 24.

10° Un tenimento di terreno posto presso il villaggio di Murci, rappresentato al campione della comune di Scansano dalle particelle di num 515, 814, 509, 512, della sezione E, per il prezzo ridotto di lire 127 36.

11° Una casa in Scansano detta del Gabbiai, rappresentata al detto campione dalle particelle di n. 97 in parte, 98 in parte, altra 98 in parte, della sezione Y, divisa in tre porzioni per il prezzo dibassato: la prima di lire 2430 40, la seconda di lire 1611 20, la terza di lire 4406 08, e così il totale per lire 8447 68.

12° Altra casa in Scansano detta dei Niccolini, rappresentata al detto campione dalle particelle di num. 483, 550, 554, 543, 544, di detta sezione Y, per il prezzo ridotto di lire 9474 75.

13° Un vasto fabbricato in Scansano, rappresentato al detto campione dalle particelle di num. 71 in parte, 493, 494 in parte, 71², 518, di detta sez. Y, per il prezzo ridotto di lire 15071 68.

14° Una stanza ad uso di magazzino, situata presso la chiesa di Scansano, rappresentata al detto campione dalla particella di n. 301 di detta sezione Y, per il prezzo dibassato di lire 359 04.

15° Una stalla in Scansano nella via che conduce alla Fonte della Botte, rappresentata al detto campione dalla particella di n. 174, di detta sezione Y, per il prezzo ridotto di lire 204 37.

16° Una stalla in Scansano detta dello Spagnoli, rappresentata al detto campione dalla particella di n. 140, di detta sezione Y, per il prezzo ridotto di lire 347 20.

17° Un quartiere al primo piano della casa Coli, rappresentata al detto campione dalla particella di n. 74 in parte, di detta sezione Y, per il prezzo ridotto di lire 754 40.

18° Due stanze aventi ingresso dalla casa Coli, rappresentate al detto campione dalle particelle di num. 55, 72, 72 in parte, di detta sezione Y, per il prezzo ridotto di lire 1455 84.

19° Un tenimento seminativo, vitato, con frutti diversi, della estensione di ettari 2, ari 56 e 54, rappresentato al detto campione dalle particelle di numeri 78, 79, 80, 81, 82, della sezione V, per il prezzo ridotto di lire 3890 24.

20° Un prato nella prateria di Scansano, della estensione di ari 65 e 5, rappresentato al detto campione dalle particelle di num. 65 e 475 in parte, della sezione Y, per il prezzo ridotto di lire 455 84.

21° Un tenimento nei pressi di Magliano con casale annesso, della estensione di ettari 19, ari 77 e 42, denominato Bacchino, rappresentato al campione del comune di Magliano, dalle particelle di num. 292², 333, 519, 518, 520, 332, 331, 550, 531, 532, 533, 534, 545, 529, 516, 527, 528, 540, 331², 526, 524, 525, 557, 537, 539, 535, 536, 545, 331 *terzo*, 330, 563, 564, 329, 521, 523, 544, 522, 543, 328², 542, della sezione L, per il prezzo ridotto di lire 52,012.

La vendita avrà luogo in tanti lotti separati ed alle condizioni del bando venale del 14 marzo 1871 che si conserva nella cancelleria del tribunale civile di Grosseto.

Fatto li 15 marzo 1871.

1207 Dott. ISIDORO FERRINI, proc.

Editto.

Il cancelliere infrascritto rende di pubblica ragione che con atto di questo infrascritto giorno, Giovanni del fu Ranieri Carmignani, di Castel Fiorentino, ha dichiarato di accettare col benefizio dell'inventario, l'eredità in esso pervenuta dal fu suo zio materno Don Filippo Giovannetti, morto a Empoli il nove marzo 1871, in ordine al di lui testamento pubblico del 20 febbraio anno corrente, rogato dal notaro ser Odoardo Duranti di Empoli.

Dalla cancelleria della pretura di Empoli, li 20 marzo 1871.

Il cancelliere

1170 Dott. FRANCESCO MORI.

N° 60

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

DIREZIONE GENERALE DELLE ACQUE E STRADE

AVVISO D'ASTA.

Alle ore 12 meridiane di sabato 15 aprile corr., in una delle sale del Ministero dei lavori pubblici, in Firenze, dinanzi il direttore generale delle acque e strade e presso la Regia prefettura di Pavia, avanti il prefetto, si addiverrà simultaneamente, col metodo dei partiti segreti, recanti il ribasso di un tanto per cento, allo incanto dello

Appalto delle opere e provviste occorrenti alla sistemazione dell'arginatura a destra del Ticino, denominata di Campo Maggiore, e compresa fra la sua origine presso Gaviola e la lanca del Gravellone abbandonato all'impigliatura dell'argine Rottino-Rottone, per la presunta somma soggetta a ribasso d'asta di L. 139,530.

Oltre la somma di L. 27,970, a disposizione dell'Amministrazione per espropriazioni di terreni, spese impreviste e di sorveglianza.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno presentare, in uno dei suddesignati uffici le loro offerte estese su carta bollata (da lire una), debitamente sottoscritte e suggellate, ove nei surriferiti giorno ed ora saranno ricevute le schede degli accorrenti. Quindi da questo dicastero, tosto conosciuto il risultato dell'altro incanto, sarà deliberata l'impresa a quell'offerente che dalle due aste risulterà il migliore obiatore, e ciò a pluralità di offerte che abbiano superato o raggiunto il limite minimo di ribasso stabilito dalla scheda ministeriale. Il conseguente verbale di deliberamento verrà esteso in quell'ufficio dove sarà stato presentato il più favorevole partito.

L'impresa resta vincolata all'osservanza dei capitolati generali e speciali d'appalto in data 9 febbraio 1871, visibili assieme alle altre carte del progetto nei suddetti uffizi di Firenze e Pavia.

I lavori dovranno intraprendersi a seguito dell'approvazione superiore del contratto, e tosto dopo esteso il verbale di consegna, per dare ogni cosa compiuta entro mesi otto successivi.

I pagamenti saranno fatti a rate di L. 15,000 in proporzione dell'avanzamento dei lavori, e sotto la ritenuta del ventesimo a guarentigia, da corrispondersi a seguito del finale collaudo, al quale si procederà sei mesi dopo la regolare ultimazione di tutte le opere.

Gli aspiranti, per essere ammessi all'asta, dovranno nell'atto della medesima:

1° Presentare i certificati di moralità e d'idoneità prescritti dall'articolo 2 del capitolato generale.

2° Esibire la ricevuta di una delle casse di tesoreria provinciale, dalla quale risulti del fatto deposito interinale di lire 7,000 in numerario od in biglietti della Banca Nazionale.

Per guarentigia dell'adempimento delle assuntesi obbligazioni dovrà l'appaltatore, nel termine di giorni otto, depositare in una delle casse governative, a ciò autorizzate, lire 1,200 di rendita in cartelle al portatore del Debito pubblico dello Stato, e stipulare, a tenore dell'art. 43 del capitolato speciale, il relativo contratto presso l'ufficio dove seguirà l'atto di definitiva delibera.

Non stipulando fra il termine sopra fissato l'atto di sottomissione con guarentigia, il deliberatario incorrerà di pien diritto nella perdita del fatto deposito interinale, ed inoltre nel risarcimento d'ogni danno, interesse e spesa.

Le spese tutte inerenti all'appalto, non che quelle di registro, sono a carico dell'appaltatore.

Il termine utile per presentare, in uno dei suddesignati uffici, offerte di ribasso sul prezzo deliberato, che non potranno essere inferiori al ventesimo, resta sin d'ora stabilito a giorni cinque successivi alla data dell'avviso di seguito deliberamento, il quale sarà pubblicato a cura di questo dicastero in Firenze e Pavia.

Firenze, 1° aprile 1871.

Per detto Ministero

1254 A. VERARDI, *caposezione*.

FIRENZE — Tip. EREDI BOTTA, via del Castellaccio.